

Les maires de Vaucluse solidaire de Mayotte



Alors que le bilan du passage du cyclone Chido ne cesse de s'alourdir, l'AMV (Association des Maires de Vaucluse) vient d'annoncer son soutien financier afin de venir en aide aux familles endeuillées, aux habitants et aux élus de Mayotte.

« L'Association des Maires de Vaucluse tient à témoigner de sa solidarité et à apporter son soutien en participant à la collecte nationale mobilisée en faveur de Mayotte, explique Pierre Gonzalvez, président de [l'AMV](#) et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Ainsi, les membres du bureau décident le versement d'une aide exceptionnelle d'un montant de 50 000 €. Ce don sera fait au nom de toutes les communes vauclusiennes, témoignant ainsi de notre unité et de notre solidarité envers nos compatriotes de Mayotte. Il permet aux communes, dans ces temps de contrainte budgétaire, de se libérer de cet effort et de participer indirectement à cette mobilisation. Cette initiative collective, fruit de nos efforts communs, saura répondre à l'urgence et apporter une aide concrète aux populations touchées. »

Salon des maires de Vaucluse : « Après les gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »



Alors que l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), et le salon des collectivités qui l'accompagne ont accueilli un millier de visiteurs, l'absence de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse convoqué à Paris par Bruno Retailleau avec l'ensemble de ses homologues de l'Hexagone pour une réunion avec le ministre de l'Intérieur, a été particulièrement mal perçue par les maires.

Beaucoup d'élus locaux et peu d'Etat, beaucoup de questions et peu de réponses, beaucoup de colère et peu d'écoute... tels pourraient être les maître-mots de la vision qu'ont nos maires de leur rapport avec un Etat 'parisien' qu'ils considèrent de plus en plus éloigné des territoires.

Ecrit par le 21 décembre 2024

C'est Cécile Helle, maire d'Avignon qui a pris la parole pour accueillir tous les maires de Vaucluse pour [cette première de l'AMV \(Association des maires de Vaucluse\) au parc des expositions](#).

« D'habitude, nous nous réunissons à Monteux. C'est nouveau de nous retrouver à Châteaublanc, à quelques jours du Congrès des Maires à Paris. Cette année le thème est 'Les communes, heureusement!'. C'est une forme de reconnaissance pour la République décentralisée que sont nos villes et villages. Dans ces périodes d'incertitude, de crise, c'est une évidence pour les citoyens, une proximité. Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. Elles sont le premier des services publics, parfois le seul. Ce sont elles qui maintiennent les écoles, les équipements socio-culturels, le mouvement sportif, on l'a bien vu pour le passage de la flamme Olympique dans le Vaucluse le 19 juin. Elles sont un amortisseur social après la crise sanitaire, l'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les citoyens se tournent vers les maires, c'est l'échelon le plus proche de leur protection, du renforcement du lien, du vivre ensemble. »



Ecrit par le 21 décembre 2024

©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. »

Cécile Helle, maire d'Avignon

« On voit bien dans nos territoires que le changement climatique est une réalité, il frappe le monde agricole qui est un des piliers essentiels de l'économie du territoire. Nous avons aussi vu ces derniers jours chez nos voisins espagnols de Valence à quel point la Méditerranée est vulnérable », ajoute Cécile Helle, qui par ailleurs est géographe de formation.

« S'il n'y a pas de respect, de confiance, de soutien de la part de l'Etat, on verra, dans 5 ans, 10 ans, 20 ans à quel point la République sera fragilisée. Or là, nous n'avons aucune visibilité sur les budgets. Quel impact sur nos investissements, notre fonctionnement avec des ponctions de l'Etat de 5M€ sur les collectivités locales? Nous ne pouvons pas travailler sereinement quand on doit éponger le déficit de l'Etat dont nous ne sommes pas responsables. Nous ressentons un sentiment d'injustice alors que tous nos budgets, eux, sont en équilibre à l'euro près. »

Elle poursuit sa diatribe : « Pour Avignon, cela représente 3,6M€ sur les 150M€ de notre budget de fonctionnement. Que faire? Refermer la Médiathèque Renaud-Barrault de la Rocade que nous venons de rouvrir après l'avoir rénovée à grands frais, virer les 18 agents municipaux qui y travaillent avec les conséquences sur l'emploi et sur leurs familles que cela implique? Nous avons baissé le tarif des cantines scolaires, devons-nous y revenir? Tout ce que je demande c'est le respect et le soutien de l'Etat ».

« Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. »

Max Raspail, maire de Blauvac

Après Cécile Helle, c'est un autre maire qui prend la parole, celui de Monteux, Christian Gros, qui d'habitude accueillait jusqu'alors l'assemblée générale des maires de Vaucluse chez lui, au Château d'eau. En l'absence de Max Raspail souffrant, maire de Blauvac et conseiller départemental, il a lu sa lettre : « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. On demande un peu de respect, sinon on va aller à la pêche ou jouer à la pétanque. Le découragement frappe un maire sur deux. 450 d'entre eux démissionnent chaque année, sans parler des adjoints ou des élus municipaux et 55% des sortants ne comptent pas se représenter en 2026, lors des municipales, c'est dire si le mal et la morosité ambiante sont profonds. Est-ce que l'enjeu en vaut la chandelle ? »

« A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée. »

Ecrit par le 21 décembre 2024

Christian Gros, maire de Monteux

Christian Gros l'a ensuite martelé, comme chaque année : « A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée, nous portons notre mandat à bout de bras sans compter nos heures, avec passion et détermination. Que l'Etat protège ses élus locaux. Agressions physiques et morales, menaces, diffamation, harcèlement, pressions, il faut aller plus loin dans les sanctions ».

Il évoque ensuite le manque total de visibilité : « Gérer, c'est prévoir. Or aujourd'hui on est en plein brouillard avec les contraintes que nous impose l'Etat. Entre les coups de rabot, le grignotage de la TVA, la baisse des DMTO, la diminution des commandes dans le BTP, les plans sociaux qui vont se succéder avec leur cortège de licenciements, l'angoisse grimpe. La conjoncture géo-politique inquiète. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau parle d'extension de pouvoirs vers les polices municipales, c'est encore un transfert de charges supplémentaires pour nous. »



Christian Gros lors de la minute de silence en hommage aux élus disparus dont Marie-Josée Roig maire d'Avignon pendant 3 mandats, conseillère régionale, présidente du Grand Avignon, députée et

Ecrit par le 21 décembre 2024

ministre de Jacques Chirac. ©AB/l'Echo du Mardi

Christian Gros continue : « Le mieux comme le pire ne sont pas exclus. Bien sûr on sait gérer, on va le faire mais on va jouer sur la prudence, reporter des projets. N'étranglez pas nos communes. Certes il est normal de participer au redressement des finances de la France, mais qu'on arrête de nous tenir pour responsables de son déficit abyssal. On ne doit pas être la vache à lait de tous ».

Il conclut quand même sur une note plus douce : « Etre maire, c'est le plus beau de tous les mandats, mais c'est tout sauf un long fleuve tranquille. C'est une aventure humaine d'une grande richesse avec nombre de contradictions, mais nous avons tous la passion du service public chevillée au corps ».

« La colère gronde dans les campagnes. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

C'est ensuite au président de l'association représentant 149 des 151 maires de Vaucluse (Orange et Le Pontet ne sont pas adhérents) de s'exprimer. Pierre Gonzalvez qui a salué son ex-complice à la tête de la présidence bicéphale avec Jean-François Lovisolo. « 2024 est une année particulière aussi bien pour le climat international que pour l'ambiance anxieuse. Et la France est une société qui clive au moment où la modération a du mal à se faire entendre. Que feront les maires en 2026, certains vont baisser les bras, ne pas se représenter, mais tous les autres ont une foi indéfectible dans leur mission au service des autres. »

Il continue : « Nous devons faire des économies, mais pour certains il faut que rien ne change côté dotations, subventions. On nous a parlé de simplification administrative, mais nous nageons entre [PLU](#), [ZAN](#), [SCOT](#), [SRADDET](#). Que des sigles et acronymes qui s'ajoutent les uns aux autres dans un jargon insupportable. Comment ré-industrialiser sans terre disponible, comment construire des logements sociaux, des crèches, des écoles sans foncier disponible ? C'est une aberration totale : on paie chaque année des pénalités sans fin parce qu'on n'a pas la place d'édifier assez de HLM. Ou alors, certains aménageurs sans vergogne, rasant une maison au milieu d'un pré et construisent un immeuble qui bouche la vue des voisins qui se lancent dans une bataille juridique ».

Le maire de l'Isle-sur-la-Sorgue évoque ensuite les problèmes de paysans qui cultivent lavande, cerise, ou vigne. « [La colère gronde dans les campagnes](#). Ils n'ont pas été entendus depuis le Salon de l'Agriculture en mars dernier, ils vont repartir en tracteur vers les ronds-points et les préfectures. »

Ecrit par le 21 décembre 2024



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. »

Pierre Gonzalvez

Autre souci auquel sont confrontés les maires : les déserts médicaux. « Les nouveaux arrivants, dans nos communes, ne comprennent pas qu'ils n'aient pas un médecin traitant, c'est encore à nous de prendre le problème à bras le corps avec des Maisons de Santé que certains salarient, comme le fait la présidente du Conseil départemental à Avignon, Apt, Cadenet et bientôt à Sorgues ».

La liste des soucis des maires, continue avec la sécurité : « Le maire n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité. Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. Certes, nous pouvons agir quand le trafic de drogue se diffuse chez nous à travers de pseudo-épicereries ouvertes toute la nuit qui provoquent embouteillages, bruits intempestifs et nuisances en tous genres pour ceux qui doivent se lever tôt le matin pour aller au travail. Mais on nous prend pour des empêcheurs de 'dealer en rond' et souvent des menaces sont proférées vers les policiers ».

Écrit par le 21 décembre 2024

Le Département hausse le ton

Place à la présidente du Département de Vaucluse, Dominique Santoni. Elle avait déjà poussé un coup de gueule tonitruant lors de [la dernière séance plénière de l'exécutif](#) en disant que « Macron a cramé la caisse ». Cette fois, elle a martelé avec vigueur : « Paris ça suffit ! Nous nous efforçons de tenir la barre et de garder le cap. Depuis notre dernière AG, la dissolution n'a vraiment pas arrangé la situation. Et cela au moment même où les déficits de l'Etat ont explosé. Nous en avons assez d'un Etat central qui demande toujours plus aux collectivités locales en leur laissant toujours moins de moyens. Sans concertation et en ne s'appliquant pas à lui-même ce qu'il exige des autres. C'est une situation difficilement supportable et la liste est longue. Diminution de moitié de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), perte partielle pour les communes et totale pour les départements de l'autonomie fiscale, transferts de compétences et de charges sans compensation financière, multiplication des normes et contraintes. Et voici, comme je l'ai déjà dit que l'Etat se retourne vers les collectivités locales pour renflouer ses caisses et son déficit. »

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Dominique Santoni continue : « Les départements sont les collectivités locales les plus ponctionnées dans ce projet de loi de finance, 2,2 milliards €, soit 44% de l'effort pour ses dépassements. Mes collègues présidents de conseils départementaux sont remontés et en colère comme jamais. Certains ont plein d'idées pour renflouer les caisses de l'Etat, comme vendre les préfectures ou les tribunaux, propriétés de nos départements. Je vous rassure, madame la secrétaire générale (Sabine Roussely qui représentait le préfet convoqué au ministère de l'Intérieur ce jeudi), nous n'en sommes pas là dans le Vaucluse... Pas encore. »

La Présidente, exprime une fois de plus son attachement aux maires « J'ai été maire comme vous. Je sais combien les exigences et impatiences des citoyens sont de plus en plus fortes, les contraintes et pesanteurs de plus en plus lourdes, les pressions et menaces se multiplient et je vous exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude et je reste à vos côtés comme partenaire au quotidien, vous pouvez compter sur ma présence. »

Message reçu à Matignon ?

Venu quelques jours plus tard assister à Angers aux assises des départements de France, Michel Barnier, le Premier ministre a promis de réduire significativement l'effort demandé aux conseils départementaux. Il a ainsi proposé « de réduire le taux de prélèvement prévu au titre du fonds de réserve », de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO à hauteur de 0,5 points sur 3 ans ainsi que de renoncer -à minima- au caractère rétroactif de la baisse du taux de fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). L'hôte de Matignon propose aussi d'étaler sur 4 ans, au lieu de 3, la hausse de cotisations des employeurs territoriaux à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et de rehausser les concours qui sont versés aux départements par la CNSA (Caisse

Ecrit par le 21 décembre 2024

nationale de solidarité pour l'autonomie).

Le département sort le chéquier pour les communes

Elle a évoqué 'Vaucluse Ingénierie' devenue agence technique du département. « 139 communes ont été accompagnées pour leurs projets. Dans le même esprit, nous proposons une enveloppe de 7M€ pour Vaucluse territoires de demain (2023-2026) et de 28,5M€ pour le contrat Vaucluse Ambition (2023-2025). »

Elle revient sur les efforts à faire pour réduire les investissements : « Il faudra trouver au minimum 15M€ mais je ne sais pas encore comment je vais boucler le budget. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander que le Vaucluse, au même titre que le Gard, l'Aude et l'Hérault soit exempté d'un prélèvement de 2% sur ses recettes mais je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il arrive, je compte sanctuariser l'agriculture, l'aide aux communes, recruter des médecins généralistes, conduire nos grands chantiers (déviation d'Orange, Carrefour de Bonpas), valoriser les véloroutes. Et je le répète : le fonctionnement centralisé de notre pays où tout se décide à Paris, ça ne marche plus, il est à bout de souffle. Il est temps d'en changer, de bouger les choses. »

« Paris, ça suffit !

Il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

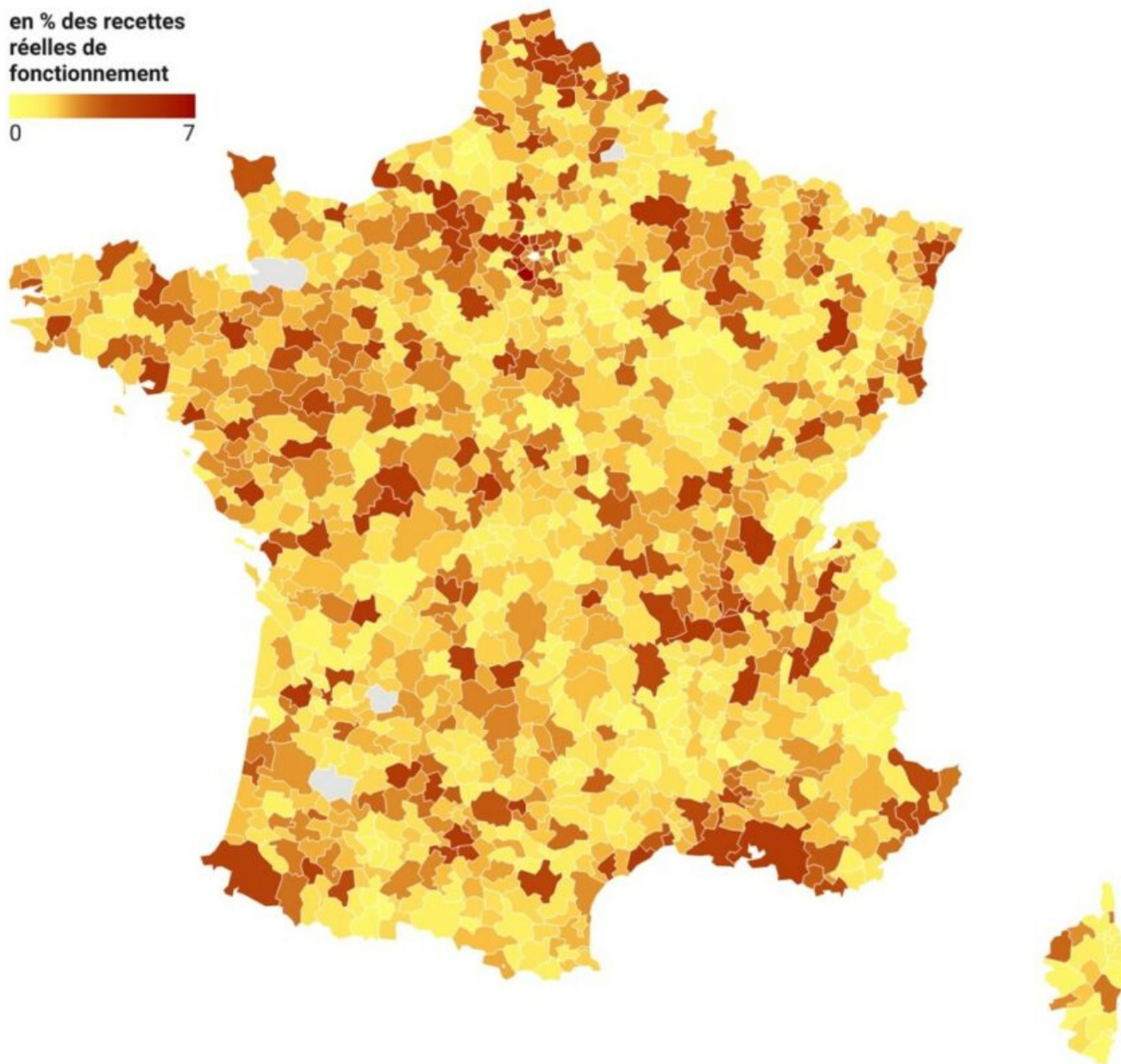
La présidente de l'exécutif vauclusien réclame alors plus de décentralisation. « Nous voyons bien qu'il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. Nous l'avons prouvé en luttant contre les déserts médicaux, en faisant revenir des allocataires du RSA dans le monde du travail, en construisant plus vite et davantage de logements sociaux, en installant la fibre et le haut-débit sur tous nos territoires, notamment ruraux grâce à Vaucluse Numérique. Pour cela nous devons jouir d'une véritable autonomie fiscale et financière. Nous attendons donc de l'Etat qu'il assume ses 3 grandes fonctions régaliennes : protéger, instruire et soigner. Mais décentralisation veut aussi dire simplification. Stop aux normes en tous genres, arrêtez ce cercle vicieux qui épuise et décourage toute initiative locale. Cela implique une déconcentration qui donne plus de pouvoir aux préfets et aux services de l'Etat. »

Écrit par le 21 décembre 2024

Mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics

Montants estimés des mesures par intercommunalité (1,4 milliard d'euros)

en % des recettes réelles de fonctionnement



** Les mesures d'impact présentées sont des estimations. Elles ont été réalisées à partir d'hypothèses, sur la base des informations disponibles (2023) à la date de rédaction. Elles pourront donc faire l'objet d'évolution et de réajustements.*

Source: Intercommunalités de France • Créé avec Datawrapper

Ecrit par le 21 décembre 2024

Intercommunalités de France [vient de dévoiler une série de données et de cartes interactives inédites](#), présentant les impacts de l'ensemble des dispositifs prévus dans le projet de loi de finances (PLF 2025) intercommunalité par intercommunalité, et commune par commune.

Pour un acte III de la décentralisation

Dominique Santoni a alors lancé un appel 'transparent' à tous les élus locaux pour un « Acte III de la Décentralisation » en signant une pétition. « La situation financière de la France agit comme un électrochoc chez beaucoup de Français. Elle doit servir à réaliser des changements majeurs dans l'organisation de notre pays, il y faudra du courage et de la détermination ». Cette pétition sera envoyée au Premier ministre.

« A Bercy, ils nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'.
Excusez du peu, une paille, 60 milliards ?
Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? » »

Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Venu de Marseille, le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, bien que macroniste, ne mâche pas ses mots : « Paris, ça suffit ! s'insurge-t-il lui aussi en reprenant la formule à Dominique Santoni. Surtout quand on entend qu'entre mars et juin dernier, le déficit s'est aggravé de 60 milliards supplémentaires. A Bercy, les Mozart de la Finance nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'. Excusez du peu, une paille, 60 milliards ? Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? »

Le président de la Région Sud admet qu'on va tous être impactés, car si le budget n'est pas voté, il n'y a plus de gouvernement, d'Etat. « En Provence-Alpes Côte d'Azur, si l'arbitrage est confirmé cela représentera un plan minceur de -120M€, -10%. C'est colossal. Nous allons devoir faire des choix, supprimer les doublons, mais ne pas toucher à l'aide aux communes, au budget agricole, on ne fermera pas de lycées. On ressent un sentiment ambivalent. D'abord, un abandon de l'Etat, une forme d'abattement, on est exaspérés. Mais en même temps, on veut défendre notre territoire. Notre démocratie doit fonctionner de la meilleure des façons possibles, grâce à vous tous, merci pour votre détermination et votre combat » a-t-il conclu sous des applaudissements nourris.

L'Etat a du mal à être audible

Enfin, c'est la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse qui a longuement pris la parole en dernier, pour faire la liste de l'action de l'Etat depuis novembre 2024 et l'arrivée d'un nouveau préfet qui a succédé à l'énergique Violaine Démaret. « Nous devons partager nos efforts de façon solidaire, il ne s'agit pas d'un désengagement de l'Etat » a-t-elle résumé. Et les maires qui ont demandé le micro pour s'exprimer, on tous déclaré qu'ils avaient demandé un rendez-vous au préfet depuis son arrivée de Mayotte en février dernier et qu'ils ne l'ont toujours pas rencontré.

Ecrit par le 21 décembre 2024



©AB/l'Echo du Mardi

Un rendez-vous plus grand et plus ambitieux pour les maires de Vaucluse



Ecrit par le 21 décembre 2024

Pour la nouvelle édition de son assemblée générale, l'AMV (Association des maires de Vaucluse) quitte Monteux pour rallier Avignon. Un changement qui va permettre de doubler le nombre d'exposants ainsi que d'ouvrir davantage l'événement aux collaborateurs des élus lors de ce ['Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse 2024'](#) qui se tiendra jeudi 14 novembre au parc des expositions.

« Au fil des ans, nous avons constaté qu'il y avait de plus en plus de personnes qui venaient à notre assemblée générale et au salon qui était proposé en parallèle, explique [Pierre Gonzalvez](#), président de [l'AMV](#) (Association des maires de Vaucluse) aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Il y a d'abord eu les maires, puis des adjoints, des conseillers municipaux, des responsables de services administratifs et techniques des communes... C'est devenu un rendez-vous d'importance très attendu, qui constitue également désormais une base d'animation de nos équipes. »

« C'est la seule occasion réelle que l'on a de pouvoir échanger avec tous les élus de notre territoire. »

[Julien Merle](#), maire de Sérignan-du-Comtat

« Cela permet aux maires et aux élus de pouvoir échanger, complète [Julien Merle](#), maire de Sérignan-du-Comtat et président de la CCAOP (Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence). Car en fin de compte, c'est plutôt rare que nous ayons des moments comme cela. Des moments où nous pouvons partager des choses avec les élus et se poser afin de discuter entre nous. Nous nous voyons à l'intérieur des intercommunalités, mais rencontrer les élus de l'autre bout du département, que l'on croise parfois une fois par an, et voir les choses qu'ils peuvent faire. C'est vraiment la seule occasion réelle que l'on a de pouvoir échanger avec tous les élus de notre territoire. »

Un format plus grand et plus ambitieux

Une volonté de voir plus grand rendue possible par [AP Média](#), l'agence d'événementiel héraultaise, qui a en charge l'organisation de cette journée des maires de Vaucluse depuis 2022.

« L'année dernière, nous avons constaté combien nous étions désormais trop à l'étroit dans la salle des fêtes du château d'eau à Monteux, confirme le président de l'AMV. AP Média nous a alors proposé de rejoindre le parc des expositions à Avignon, puisque nous sommes sur un format bien plus grand et plus ambitieux. »

Il faut dire qu'AP Média ne pars pas dans l'inconnue. La structure organise déjà 18 salons de ce type, de Perpignan à Nice (dont ceux du Gard et des Bouches-du-Rhône) et jusqu'en Alsace. Et pour l'organisation de ce ['Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse'](#), c'est un local qui est à la manœuvre : le pontétien [Thierry Robin](#), directeur associé et développement au sein d'AP Média. « C'est vrai que pour moi qui habite ici, ce salon c'est un aboutissement », reconnaît ce dernier.

Par ailleurs, en 2016, à l'initiative du président du Grand Avignon d'alors, Jean-Marc Roubaud, AP média avait déjà investi le parc des expos de la cité des papes avec une manifestation équivalente qui avait rencontré un vrai succès avant de s'arrêter deux ans plus tard. Maintenant que l'organisateur et l'AMV

Ecrit par le 21 décembre 2024

sont au diapason, l'objectif est donc de gérer une crise de croissance.



De gauche à droite : Julien Merle, maire de Sérignan-du-Comtat et président de la CCAOP, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue, Sandrine Raymond, maire de Saint-Pierre-de-Vassols et Thierry Robin, directeur associé et développement au sein d'AP Média.

« Il y a un véritable engouement pour ce salon. »

Thierry Robin, directeur associé et développement au sein d'AP Média

« Il y a un véritable engouement pour ce salon, assure Thierry Robin. Nous sommes passés de 40 exposants l'an dernier à quasiment 80 cette année et malgré cela nous avons refusé une vingtaine de sociétés » (voir liste des exposants en fin d'article).

Côté pratique, le déménagement au parc des expositions va faciliter le stationnement pour les visiteurs et les exposants. Ces derniers pourront aussi installer leur emplacement la veille.

« C'est vrai que pour nous, le parc c'est plus facile. Cela devrait nous permettre de franchir un pas »,

Ecrit par le 21 décembre 2024

reconnait l'organisateur.

« Il faut conserver l'état d'esprit que nous avons à Monteux, rajoute pour sa part le président de l'AMV. C'est-à-dire que ce n'est pas une foire où on va courtiser l'élu. On est dans une logique de partenaire avec des échanges de qualité. »

« Il faut ce lien de convivialité, confirme Thierry Robin. C'est pour cela que nous avons aussi essayé de favoriser au maximum les exposants locaux. »

Au final, après les 700 participants de l'an dernier, cette édition 2024 'Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse' espère attirer un millier de visiteurs.

« On jongle en permanence avec nos budgets. »

[Pierre Gonzalvez](#), président de l'AMV

L'occasion de parler des problématiques des maires

Cette assemblée générale et ce salon, où s'exprimeront notamment Véronique Pouzadoux, la secrétaire général adjoint de l'AMF (Association des maires de France), Dominique Santoni, la présidente du Conseil départemental de Vaucluse, Renaud Muselier, le président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Thierry Suquet, préfet de Vaucluse, seront aussi l'occasion d'évoquer les problématiques actuelles des maires du département.

« D'année en année, la vision est de plus en plus restreinte et les perspectives ne sont pas faciles à imaginer, regrette Pierre Gonzalvez. On jongle en permanence avec nos budgets, c'est-à-dire que nous sommes aux limites de notre capacité, que ce soit en termes de fonctionnement, qu'en termes d'investissement. »

Et entre désengagement de l'État et déficits inconditionnels du pays, les maires ont de plus en plus de mal à se projeter dans l'avenir même s'ils ont conscience « que le pays ne peut pas continuer comme ça ».

Le programme du salon

□ 8h15 : Ouverture du salon au public, café d'accueil offert servi sur les stands. 9h - 12h30 : Assemblée Générale de l'AMV 84, en salle à l'étage.

□ 9h - Mot d'accueil de Cécile Helle, maire d'Avignon.

□ 9h15 - Présentation par les représentants de l'AMV 84 : rapport d'activités par Christian Gros, secrétaire général, puis rapport financier par Gilles Vève, trésorier. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2024 et affectation du résultat. Vote du budget 2025. Vote du taux de cotisation 2025. 9h45 du rapport moral par Pierre Gonzalvez, président.

□ 10h Intervention de Véronique Pouzadoux, secrétaire général adjoint de l'AMF (Association des maires de France).

Écrit par le 21 décembre 2024

- 10h15 Intervention de Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse.
- 10h30 Intervention de Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- 10h45 Intervention de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse.
- Questions diverses.
- 12h30 : Inauguration du salon.
- 12h45 : Cocktail déjeunatoire servi sur les stands.
- 13h30 : Signature de convention entre Enedis et la FBTP Vaucluse sur le stand.
- 14h30 - 15h30 : 'Comment conduire des politiques publiques tout en appréhendant le risque ?' par le SNDGCT Vaucluse avec l'intervention de Maître Samuel Dyens, avocat au Barreau de Nîmes.

« Nous, les maires, nous devons toujours trouver le moyen de nous adapter. »

[Sandrine Raymond](#), maire de Saint-Pierre-de-Vassols

« Nous, on va alerter sur le fait que freiner sur les collectivités, cela aura tout un effet en cascade, poursuit le président de l'AMV. Cet effet, il faut le mesurer afin d'évaluer si la décision ne va pas amener plus d'éléments négatifs que l'économie réalisée. Parce qu'on va avoir un impact pour toutes les entreprises de travaux publics dont 60 à 70% de la commande est effectuée par les collectivités territoriales. »

« Et comme nous avons plein de points d'interrogation, c'est de plus en plus compliqué de préparer un budget », explique Julien Merle, maire de Sérignan-du-Comtat. La solution : l'étalement en réalisant en 3 ans ce que vous aviez prévu de faire en 2 ans. Et parfois, il faut arbitrer en renonçant à certains projets.

« Il y a aussi le temps de l'administration qui peut paraître long pour nos concitoyens, constate [Sandrine Raymond](#), maire de Saint-Pierre-de-Vassols. Mais nous aussi, nous attendons même si on essaye d'accélérer les choses. On doit accepter de passer par des phases. Donc, forcément, nous n'avons pas toujours la même vision. Alors il faut être pédagogue pour pouvoir expliquer aux personnes et aux usagers qu'on a bien pris en compte leurs attentes même si cela ne va pas assez vite pour eux. C'est là où nous, les maires, nous devons toujours trouver le moyen de nous adapter. »

Laurent Garcia

['Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse 2024'](#). Jeudi 14 novembre. 8h15 à 15h30. Parc des expositions. Avignon. Entrée libre sur inscription. Parking gratuit à proximité. www.salondesmaires-vaocluse.fr

La liste par ordre alphabétique des 78 exposants de l'édition du salon de l'association des

Ecrit par le 21 décembre 2024

Maires de Vaucluse 2024

- 4M PROVENCE ROUTE
- ACTION LOGEMENT SERVICES
- AGENCE D'URBANISME RHONE AVIGNON VAUCLUSE
- AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE VAUCLUSE INGENIERIE
- AGILIS
- AGIRC-ARRCO, RETRAITE COMPLEMENTAIRE DES SALARIES
- ANGELOTTI AMENAGEMENT
- GROUPE ANGELOTTI
- APY MEDITERRANEE AGENCE QUALI-CITÉ
- ASSOCIATION DES MAIRES DE VAUCLUSE AMV 84
- AVIGNON UNIVERSITÉ
- BANQUE DES TERRITOIRES
- BLACHERE ILLUMINATION
- BORIES ENVIRONNEMENT MOBILIER ET MATERIELS URBAIN
- BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES
- BOUYGUES TELECOM
- CDG FPT 84
- CFP84 CUISINIE FROID PROFESSIONNEL 84
- CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VAUCLUSE
- CHAMBRE DE METIERS ET ARTISANAT PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
- CITEOS AVIGNON VINCI ENERGIES
- CNAS L'ACTION SOCIALE
- COLAS
- COMMUNES FORESTIERES DE VAUCLUSE
- COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE-CNR
- CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE COLLECTIVITES PUBLIQUES DE PROXIMITÉ
- CREDIT MUTUEL
- EDF
- ENEDIS
- EUROVIA, ROBERT TP
- FEDERATION ADMR DE VAUCLUSE
- FEDERATION BTP84
- GENDARMERIE NATIONALE
- GEOMETRES-EXPERTS DE VAUCLUSE
- GHM-ECLATEC Eclairage AGORA mobilier urbain
- GRDF

Ecrit par le 21 décembre 2024

- GROUPAMA MEDITERRANEE
- GROUPE CITADIS SPL TERRITOIRE VAUCLUSE
- GROUPE ISOTEC INVEST ISOLEA/ISOLIS

- HERVE THERMIQUE

- IDVERDE
- INEO EQUANS
- IPSUMEDIA - SOLUTION DE COMMUNICATION DIGITALE
- ITELIA TELECOM

- KOMPAN

- LA POSTE
- LEASE PROTECT France
- LUMIERES DE FRANCE

- MA COM'UNE
- MIDITRACAGE
- MINERIS
- MNT, MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, MUTUALITE FRANCAISE SUD

- NEOTRAVAUX, NEOSOLAR

- ORANGE
- OVERACT EUROPE

- PANNEAUPOCKET
- PIETO
- POLICE NATIONALE VAUCLUSE
- PREFECTURE DE VAUCLUSE, SERVICES DE L'ETAT EN VAUCLUSE

- RAMBIER AMENAGEMENT GROUPE IMMOBILIER
- REGION SUD
- RLB INDUSTRIE

- SDIS 84
- SIGNATURE MEDITERRANEE
- SNEF CONNECT
- SOBECA
- SOLIHA VAUCLUSE
- SOLS PROVENCE-GROUPE SOLS
- SUDCO MOBILIER URBAIN
- SUEZ

Ecrit par le 21 décembre 2024

- SYNDICAT D'ENERGIE VAUCLUSIEN
- FONDS CHALEUR / PV / IRVE
- TOTALENERGIES BIOGAZ France
- UNICEM SUD PACA CORSE Carrières et matériaux
- VALOREM
- VAUCLUSE NUMERIQUE AXIONE
- VAUCLUSE PROVENCE ATTRACTIVITÉ (VPA)
- VEOLIA EAU
- VOYAGES ARNAUD

(vidéos) « Le Vaucluse a du talent » et il l'a prouvé sous le regard d'Auguste au Théâtre Antique d'Orange

Ecrit par le 21 décembre 2024



« Pour cette 4ème édition, nous sommes plongés au coeur de l'histoire dans ce bâtiment millénaire et majestueux. Et l'histoire que nous allons vous conter est celle du Vaucluse créatif et innovant qui forme de jeunes talents dans une filière d'avenir » annonce, dès l'ouverture, le Président de Vaucluse Provence Attractivité, [Pierre Gonzalvez](#), en accueillant des dizaines d'invités installés en face de la statue de l'Empereur Auguste, tout en haut des gradins de pierre et transis par le froid.

Ecrit par le 21 décembre 2024



Pierre Gonzalvez, Président de Vaucluse Provence Attractivité et vice-président du Conseil départemental de Vaucluse

Alternant entre interviews avec [David Bérard](#) et séquences video sur écrans plats ou projetées sur le fameux « Mur d'Orange », défilent les sujets sur « L'image, filière d'excellence en Vaucluse ». A commencer par la Présidente de [la Commission du Film Luberon Vaucluse](#), [Sandrine Raymond](#). « Grâce à nos paysages, nos décors, notre ensoleillement, nous avons eu 288 jours de tournage en 2023, qui donnent du travail à des centaines de techniciens qualifiés et d'intermittents » a-t-elle dit. Le président de l'Association «[SudAnim](#)», [Alexandre Cornu](#) a rappelé qu'il fait la promotion de la filière dans toute la Région Sud pour mettre en valeur toutes ces écoles et tous ces studios de production mis à la disposition des jeunes. Quant à [Martin Meyrier](#), le directeur général d'Edeis, il propose avec son équipe, « Une

Ecrit par le 21 décembre 2024

plongée dans les 2000 ans de l'histoire de ce théâtre avec force technologies, modélisation en 3D du site et casque dolby stereo. Une « [Odysée sonore](#) », une immersion en coulisses qui est une double prouesse, visuelle et sonore ».

© Stéphanie Maisonnave / Vaucluse Provence Attractivité

Dans un 2ème temps, il a été question des établissements supérieurs, piliers d'un écosystème en plein essor » avec le président de l'[Université d'Avignon](#), [Georges Linarès](#) qui a rappelé qu'il y a 7 000 étudiants et 750 enseignants sur le campus et que c'est le poumon de ces ICC (Industries Culturelles et Créatives) qui « irrigue tout un écosystème autour de la culture, du patrimoine et des sociétés numériques. D'ailleurs, [la Villa Créative](#), cet écrin accueillera des résidents permanents, comme le Festival d'Avignon, l'École des Nouvelles Images, le [Frames Festival](#) et la French Tech) et se veut aussi un laboratoire pour les politiques culturelles des transitions écologiques ». Autre intervenant, Jean-Claude Walter, le président de « [3iS](#) », [l'Institut International de l'image et du Son](#) qui a choisi Avignon pour y implanter son 5ème campus de 6000m2 à Agroparc, avec un investissement de 15M€ et à terme 800 étudiants. Le [SCAD, Savannah College of Art & Design de Lacoste](#) accueille un millier d'étudiants par an qui en sortent avec un niveau « bachelor » et « master » dira [Cédric Maros](#), son directeur général. Puis les représentants de la [Game Academy](#) et de [l'École des Nouvelles Images](#), [Kevin Vivier](#) et [Julien Deparis](#) insisteront sur ces formations d'excellence dédiées à l'animation et aux jeux video qui décrochent nombre de récompenses dans le monde entier.

Ecrit par le 21 décembre 2024



Des étudiants d'écoles vauclusiennes et futurs talents des industries Culturelles et Créatives de Vaucluse ©Alain Hocquel/Vaucluse Provence Attractivité

Enfin, dans la partie conclusive avec [la Gare Numérique](#) de Carpentras, [les studios Circus](#) à Avignon, la Directrice Générale de VPA (Vaucluse Provence Attractivité), [Cathy Fermanian](#) a insisté sur « La qualité de la filière, de ces écoles, de leur effet levier qui booste l'attractivité du Vaucluse. Nous sommes un région à la pointe du cinéma, des documentaires, de films d'animation, de clips video où se tournent des dizaines de courts et longs-métrages chaque année. La Région, le Département et le Grand Avignon nous font confiance et nous aident. Tout cela fait rayonner le Vaucluse bien au-delà de ses frontières, cela le rend de plus en plus visible, donc incontournable ».

Ecrit par le 21 décembre 2024



Plus de 300 acteurs économiques, culturels et pédagogiques étaient présent lors de cette soirée.
©Alain Hocquel/Vaucluse Provence Attractivité

Quant au Préfet de Vaucluse, Thierry Suquet, il a déclaré à l'issue de la soirée « Avoir été fasciné par cette créativité du Vaucluse, cette innovation, cette compétence, cette filière d'excellence et cette vitalité que les jeunes vont sublimer ». Plusieurs courts-métrages d'animation, créés ici, en Vaucluse ont été projetés sur l'immense Mur du Théâtre Antique pour illustrer ce savoir-faire de la génération montante.

Projet de projection mapping réalisé par Isaure Pozzo di Borgo, Ema Parent, Maélys Ficat, Maël Peron et Corentin Bileau, étudiants en troisième année à l'Ecole des Nouvelles Images © Stéphanie Maisonnave / Vaucluse Provence Attractivité

vaucluseprovence.com

Andrée Brunetti

Piratages des collectivités : à qui le tour ?



[Le groupe Veolia](#) et [l'AMV](#) (Association des maires de Vaucluse) ont organisé une table-ronde sur le thème : 'Cybersécurité et eau : collectivités, services publics, entreprises... Tous concernés'. Cette matinale, qui s'est tenue à l'Isle-sur-la-Sorgue, a été notamment l'occasion de rappeler les enjeux majeurs liés à la cybersécurité et de donner les clés pour pouvoir faire face à cette menace qui ciblent de plus en plus des collectivités de plus en plus en première ligne.

Ecrit par le 21 décembre 2024

« Toutes les organisations, quelles que soient leurs tailles et leurs domaines d'activité sont potentiellement concernées par les menaces de cyberattaques, expliquait [Olivier Campos](#), directeur Veolia eau Provence-Alpes en préambule de cette 4^e matinale climat organisé dans la Région Sud. Il est désormais essentiel pour les entreprises et les collectivités, dans le domaine de l'eau notamment, de prendre la pleine mesure cyber et se protéger. Ces rendez-vous, à destination des acteurs de premières lignes ont pour objectifs de favoriser les échanges, les interrogations, les retours d'expériences entre les différents experts qui interviennent sur le sujet mais également avec les élus et les représentants des collectivités présents. »

« Les cyberattaquants s'en prennent à ceux qui sont le moins bien protégés. »

[Célia Nowak](#), déléguée régionale Paca de l'[ANSSI](#)

Données compromises pour 1 français sur 2

Après un mot d'accueil de [Pierre Gonzalvez](#), maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et président de l'AMV, sur la nécessité pour les collectivités de se prémunir contre les cyberattaques et leurs conséquences, les six intervenants ont dressé un état des lieux complet de la menace.

A une période où selon [la CNIL](#) (Commission nationale de l'informatique et des libertés) 1 français sur 2 a vu ses données personnelles compromises à la suite d'attaque et où plus de 2 500 actions de suspension de sites illicites utilisés pour de vastes campagnes d'hameçonnage ont été réalisées contre le cybersquattage de noms de domaines des collectivités, [Célia Nowak](#), déléguée régionale Paca à la sécurité numérique pour l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information ([ANSSI](#)) a rappelé la réglementation actuelle ainsi que les techniques des cyberpirates. Des méthodes que l'on pourrait assimiler à « une logique de la pêche au chalut » afin de ratisser le plus large possible pour s'attaquer aux plus 'faibles', c'est-à-dire ceux qui sont le moins bien protégés. Avec un souci de rentabilité, en jouant sur la masse des attaques, qui a pour conséquence qu'il n'est nul besoin d'être une cible directe pour en être la victime.

« On n'est jamais assez préparé »,

[Jérôme Poggi](#), Responsable de la sécurité des systèmes d'information à la ville de Marseille

[Le coût de la cybercriminalité explose en France](#)

Epée de Damoclès 2.0 ?

Ecrit par le 21 décembre 2024

Un risque permanent, sorte de d'épée de Damoclès 2.0, que confirme le commandant [Nidhal Ben Aloui](#), conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca, chef de la section cyber et anticipation cyber de la division régionale des réserves : « Au niveau financier le ransomware est le plus rentable. La France a versé 888 M€ de rançon en 2022. »

Dans tous les cas, le commandant de gendarmerie assure qu'il est impératif de prévenir les autorités, que ce soit pour mieux se défendre ou tenter d'identifier les attaquants pour les mettre hors d'état de nuire ou limiter les effets. « Il est très important de réagir vite », explique le militaire.

« Il faut pouvoir continuer à fonctionner en mode dégradé. »

[Franck Galland](#), directeur général d'Environmental Emergency & Security Services

Une rapidité de réaction que confirme [Jérôme Poggi](#), RSSI (responsable de la sécurité des systèmes d'information) à la ville de Marseille dont les services ont été victime d'une cyberattaque le 14 mars 2020 à 7h31.

Après avoir témoigné de la difficulté de se remettre de telles attaques, plusieurs mois, il a insisté sur les conséquences parfois inattendues qu'elles pouvaient avoir sur la bonne marche de la collectivité (gestion des cimetières, Etat-civil, impact humain, sentiment de remise en cause...). « On n'est jamais assez préparé », prévient-il.

« Il faut effectivement prendre en compte le temps long d'une telle crise et donc anticiper pour pouvoir continuer à fonctionner en mode dégradé », estime pour sa part [Franck Galland](#), directeur général d'Environmental Emergency & Security Services et président-fondateur d'Aqua Sûreté, expert en sécurité des infrastructures hydrauliques.

C'est avec cette volonté d'anticipation, qu'en vue des JO de Paris, cet expert de la sûreté dans le domaine de l'eau a participé à un exercice de crise d'une attaque cyber dans une station d'épuration Veolia en Île-de-France.

« Nous proposons des mesures techniques de protection en faisant très attention aux accès à distance demandés par les clients. »

[Meriem Riadi](#), directrice des systèmes d'information Veolia Eau France

Sécuriser l'approvisionnement en eau

Chez Veolia, cette prévention de la menace passe notamment par un accompagnement des collectivités partenaires.

« Tout d'abord, nous mettons en place une forte sensibilisation aux aspects humains, insiste [Meriem Riadi](#), directrice des systèmes d'information Veolia Eau France. Ensuite nous proposons des mesures techniques de protection en faisant très attention aux accès à distance demandés par les clients, car ouvrir des portes et créer des interconnexions a des conséquences. On protège aussi les systèmes informatiques dans l'usine via des antivirus. Il faut aussi détecter les incidents qui peuvent arriver et

Ecrit par le 21 décembre 2024

enfin, se préparer opérationnellement en ayant des sauvegardes, être capable de les restaurer, mener des exercices de crise... »

« Cette connectivité expose ces systèmes à des cyberattaques potentielles. »

[Olivier Campos](#), directeur Veolia eau Provence-Alpes

« Les services d'eau et d'assainissement étant vitaux pour notre société, ils sont également vulnérables aux menaces cybernétiques, ce qui rend la cybersécurité d'une importance capitale pour Veolia, rappelle [Olivier Campos](#), le directeur Provence-Alpes. Les systèmes de contrôle industriel utilisés pour gérer les infrastructures d'eau et d'assainissement sont de plus en plus connectés à internet pour des raisons d'efficacité et de commodité. Cependant, cette connectivité expose ces systèmes à des cyberattaques potentielles. Une attaque réussie pourrait perturber l'approvisionnement en eau ou l'assainissement, avec des conséquences potentiellement désastreuses pour la santé publique et l'environnement. Le sujet est également sensible car Veolia gère une grande quantité de données sensibles sur ses clients. »

« Il ne viendrait jamais à l'idée pour un élu d'ouvrir un établissement qui n'est pas aux normes sans contrôle préalable. »

[Léo Gonzales](#), PDG de Devensys cybersécurité

Quelles sont les solutions et que faire en cas d'attaque ?

« Il faut responsabiliser et sensibiliser les dirigeants ou les élus aux risques cyber pour qu'ils prennent leurs responsabilités, mettent les moyens humains, techniques et financiers en face du risque, précise [Léo Gonzales](#), PDG de [Devensys cybersécurité](#) à Montpellier. C'est exactement ce qu'il se passe pour le risque juridique, ou encore avec le risque sûreté (normes ERP pour les bâtiments, sécurité incendie, etc.) Il ne viendrait jamais à l'idée pour un dirigeant ou élu d'ouvrir un établissement qui n'est pas aux normes sans contrôle préalable (consuel, pompiers, etc.). Idem avec le contrôle technique et l'entretien des voitures, ou les équipements de sécurité préventive (airbag, radar avec freinage auto, etc.). Pourtant, c'est comme la cyber... on investit pour 'rien' au départ. Mais ne pas prévoir à la conception les buses d'extinction incendie dans un hôtel, ou les portes coupe-feu, cela coûterait extrêmement cher de le rajouter après. »

Des diagnostics gratuits existent rappellent [Célia Nowak](#) pour l'ANSSI ainsi que le commandant [Nidhal Ben Aloui](#) pour la gendarmerie.

Ecrit par le 21 décembre 2024



Les intervenants (de gauche à droite) : [Meriem Riadi](#), directrice des systèmes d'information Veolia Eau France, [Jérôme Poggi](#), responsable de la sécurité des systèmes d'information à la ville de Marseille, [Léo Gonzales](#), PDG de Devensys cybersécurité, [Franck Galland](#), directeur général d'Environmental Emergency & Security Services et président-fondateur d'Aqua Sûreté, commandant [Nidhal Ben Aloui](#), conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca, [Célia Nowak](#), déléguée régionale Paca de l'ANSSI, [Pierre Gonzalvez](#), maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et président de l'AMV, ainsi que [Olivier Campos](#), directeur Veolia eau Provence-Alpes.

« Nous disposons de guides et d'outils mis à disposition des collectivités dans les domaines de la prévention, de la détection et de la réaction », complète la déléguée régionale de l'ANSSI qui peut s'appuyer sur [le CSIRT \(Computer security incident response team\)](#) de Paca qui traitent les demandes d'assistance des acteurs de taille intermédiaire (PME, ETI, collectivités territoriales et associations). Même offre complémentaire pour les gendarmes : « nous proposons des supports d'informations lors des situations de crise ainsi que les listes de contacts en cas d'urgence. Nous avons aussi formé des référents dans les brigades de la Région Sud afin d'apporter des réponses adaptées en fonction des profils des personnes qui nous sollicitent. »

« La question n'est pas de savoir si vous subirez une cyberattaque, mais quand ? »

S'adapter en permanence aux nouveaux défis

S'il est nécessaire de dresser un diagnostic de sa vulnérabilité face aux cyberattaques ainsi que de savoir comment réagir « une poignée d'actions 'défensives' constituent déjà la clef pour limiter drastiquement les risques (sauvegardes, cloisonnement, antivirus), résume Léo Gonzales de Devensys cybersécurité. Les

Écrit par le 21 décembre 2024

attaquants innovent en permanence et il faut s'adapter en face. Il y a forcément une certaine latence dans la réponse, et un coût financier et humain. L'objectif étant de rendre l'attaque plus complexe, plus longue, plus chère. »

De faire en quelques sorte, que le cyberpirate passe son chemin pour, qu'à l'image d'un cambrioleur qui évite une maison avec un chien ou une alarme, il s'oriente vers un 'voisin' moins protégé.

« On doit aussi penser à des systèmes de détection, pour le cas où cela devient trop tard, afin que les 'voleurs' sachent que la 'police' arrive très rapidement, et qu'ils n'aient pas le temps de faire trop de dégâts », poursuit Leo Gonzales.

« Il ne faut pas rester seul. »

Commandant [Nidhal Ben Aloui](#), conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca,

Au final, l'ensemble des intervenants s'accordent sur un point : « La question n'est pas de savoir si vous subirez une cyberattaque, mais quand ? »

C'est pour cela qu'à l'image de la Ville de Marseille et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information, la collectivité phocéenne est sur le qui-vive. : « Nous pratiquons des exercices en permanence, confie Jérôme Poggi. On teste les sauvegardes, on teste les procédures, on teste la réactivité des équipes, on teste encore et encore pour faire face à toutes les éventualités. »

Cependant, si les solutions peuvent apparaître uniquement techniques, il ne faut pas négliger l'impact humain. « Il ne faut pas rester seul. Il faut savoir s'entourer, insiste le commandant Nidhal Ben Aloui. Surtout si parfois à tort, on pense être bien préparé à une attaque. »

Et le gendarme, comme plusieurs intervenants, d'évoquer les conséquences humaines (dépression, burnout et même suicide) de certaines de ces attaques pour les dirigeants, élus ou chefs de service qui s'en sentent responsables.

[Réglementations sur la protection des données & cybersécurité](#)

Vaucluse : le tourisme au beau fixe depuis

Ecrit par le 21 décembre 2024

janvier avec 16,4 millions de nuitées soit + 4%

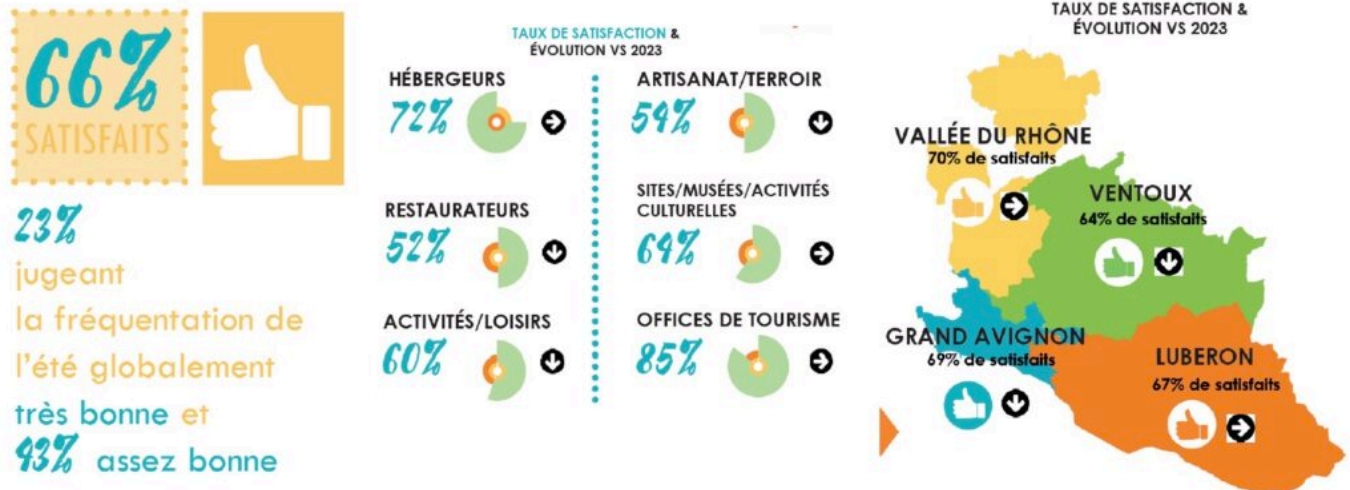


Malgré les JO à Paris, l'inflation, la crise politique induite par la dissolution surprise, « Les clientèles française et internationale ont été fidèles au rendez-vous du Vaucluse » explique [Pierre Gonvalvez](#), le président de [Vaucluse Provence Attractivité \(VPA\)](#). « Beaucoup de Parisiens ont été attirés par le climat, l'art de vivre, le patrimoine ». Sur le podium, parmi les 43% de visiteurs étrangers (+3%), le trio gagnant sont la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne, viennent ensuite les Suisses et les Britanniques.

Cette fréquentation stable se vérifie dans la plupart des territoires vauclusiens, seuls le Luberon et le Grand Avignon sont en légère progression grâce aux festivals. D'ailleurs les professionnels du tourisme sont 66% (contre 70% l'an dernier) à reconnaître avoir connu une bonne fréquentation de leurs

Ecrit par le 21 décembre 2024

établissements.



©Vaucluse Provence Attractivité

Cela s'explique par la renommée du département, son attractivité, la richesse de ses propositions culturelles, patrimoniales, oeno-touristiques, ses paysages, ses saveurs, son côté nature, ses randonnées et ses vélo-routes.

Écrit par le 21 décembre 2024

LES CHIFFRES PAR BASSIN TOURISTIQUE CŒUR DE SAISON 2024

SOURCES ORANGE FLUX VISION TOURISME

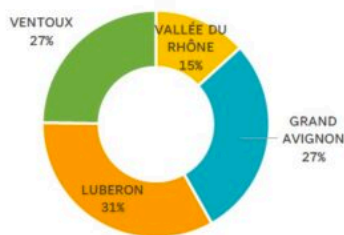
**RÉPARTITION DES NUITÉES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES
JUILLET/AOÛT**



ÉVOLUTION DES NUITÉES EN ÉTÉ (JUILLET/AOÛT)

	VALLÉE DU RHÔNE	GRAND AVIGNON	LUBERON	VENTOUX	VAUCLUSE
NUITÉES GLOBALES VS 2023	=	=	=	=	=
NUITÉES FRANÇAISES VS 2023	=	=	=	=	=
NUITÉES ÉTRANGÈRES VS 2023	=	=	↓	=	=

**RÉPARTITION DES NUITÉES
CŒUR DE SAISON**



**RÉPARTITION DES NUITÉES DU VAUCLUSE
CŒUR DE SAISON**



©Vaucluse Provence

Entre le 1er janvier et le 31 août, on a enregistré + 4% de séjours et VPA compte bien faire fructifier cette progression à la rentrée avec une campagne sur le tourisme durable baptisée « Changez de plan! Explorez le Sud autrement! » un partenariat avec la Région Sud. Et au cœur de la Semaine de la Mobilité (15-22 septembre), sont ciblés la promotion des déplacements doux en train et les hébergements écolabellisés pour rallonger la durée des séjours. Parmi les destinataires privilégiés, les seniors adeptes d'activités éco/slow, sans voiture, à vélo, en bus et en train, attirés par l'œno-tourisme, la gastronomie et l'art de vivre de Vaucluse.

Écrit par le 21 décembre 2024

TOP PAYS JUILLET-AOÛT (+évolution vs 2023)

BELGIQUE



ALLEMAGNE



PAYS-BAS



Écrit par le 21 décembre 2024

TOP DÉPARTEMENTS (+évolution vs 2023) JUILLET-AOÛT

PARIS



BOUCHES-DU-RHÔNE



RHÔNE



© Vaucluse Provence Attractivité

Prochaine opération : le 7 octobre « EducTour buissonnier entre Le Lac des Monteux et la Via Venaissia pour découvrir les aménagements sécurisés pour les 2 roues et les itinéraires cyclables. Mais, tout au long de l'année, le Ventoux, le Luberon, les Dentelles de Montmirail, la forêt des cèdres, les champs de lavande, le sentier des ocres et le tour des villages perchés vous attendent.

Pour en savoir plus cliquez [ICI](#)

Écrit par le 21 décembre 2024

VPA donne tout son lustre à l'attractivité du territoire



Après l'Opéra du Grand Avignon il y a 2 ans, puis [la bibliothèque de l'Inguimbertaine](#) l'an dernier à Carpentras, c'est à Gargas, dans les locaux de [Mathieu Lustrerie](#), que [VPA](#) (Vaucluse Provence attractivité) vient de tenir la 3^e édition de son événement 'Le Vaucluse a du talent'.

L'occasion pour l'agence de développement économique et touristique du conseil départemental dirigée par [Cathy Fermanian](#) d'accueillir des entreprises nouvellement implantées aux côtés des membres de [la Team Vaucluse](#) ainsi que de nombreuses autres entreprises du territoire.

La soirée a débuté par la visite de cette ancienne usine d'ocre menée par Régis Mathieu, dirigeant de la lustrerie familiale initialement fondée en 1948 à Marseille par son père, Henri Mathieu.

Ecrit par le 21 décembre 2024



Régis Mathieu a fait découvrir les différents ateliers de sa lustrerie implantée à Gargas. ©VPA-Alain Hocquel

Aujourd'hui implantée en Vaucluse sur 5 000m² d'ateliers depuis 2002, la société labellisée EPV (Entreprise du patrimoine vivant) depuis 2017 abrite notamment une très grande collection de lustres remontant jusqu'au XVe siècle.

C'est donc au milieu des lustres en restauration de la Cathédrale Notre-Dame de Paris ou ceux du Kremlin, et au milieu des nombreux compagnons en plein de travail, que celui qui explique « qu'il ne fait pas des lustres pour faire des bénéfices, mais des bénéfices pour faire des lustres » a guidé les invités de VPA pour une visite passionnée.

Coup de projecteur sur ces entreprises néo-vaclusiennes

Pierre Gonzalvez, président de VPA, a ensuite pris le relais en rappelant « ce département a une notoriété touristique très importante, car ses sites sont mondialement connus. Par contre pour ses

Ecrit par le 21 décembre 2024

caractéristiques économiques, il y a encore tout un travail de valorisation à faire. A la fois sur les savoir-faire que nous avons sur le territoire ainsi que sur une meilleure connaissance de tous les écosystèmes qui sont créés localement. Sur notre capacité à attirer des entreprises nouvelles qui vont pleinement bénéficier de tous ces atouts. »

La soirée s'est après poursuivie avec 2 tables rondes sur les thèmes 'Des projets industriels au cœur du Vaucluse' et 'Le Vaucluse séduit dans les secteurs du numérique et de l'audiovisuel'. L'occasion de donner la parole à plusieurs entreprises en cours d'implantation dans le département à commencer par la société [New Cleo](#), acteur phare du renouveau de la filière Nucléaire française fortement soutenue par la politique gouvernementale, qui vient de s'installer dans l'intra-muros d'Avignon. Cette startup développe un petit réacteur nucléaire (SMR) utilisant des déchets des combustibles des centrales actuelles à l'horizon 2030.

Implantée à Lyon, Turin et Londres, l'entreprise souhaite investir 3 milliards d'euros en Vallée du Rhône d'ici 2030. Lauréate de France 2030, l'entreprise a déjà levé 400M€ et s'est engagée dans une nouvelle levée de fonds supplémentaire d'un milliard. Forte de ce positionnement, New cleo a choisi d'implanter son nouveau bureau d'étude à Avignon. D'ici fin 2024, une centaine de profils scientifiques (ingénieurs et chercheurs du nucléaire) seront recrutés pour compléter l'équipe présente au démarrage en novembre 2023.

« Ici, nous avons trouvé une dynamique humaine très forte de développement avec un accompagnement de VPA. »

Fabrice Plasson, PDG d'Amoéba

Témoignage suivant : [Amoéba](#) société lyonnaise spécialisée dans les solutions biologiques dans le traitement du risque microbiologique, qui vient d'entamer la construction d'une usine de biocontrôle dans la zone d'activités des Hauts Banquets à Cavaillon. Un projet de 3 240m² réalisé par l'entreprise avignonnaise [GSE](#) qui devrait être opérationnel d'ici l'automne prochain.

« S'installer sur une zone dédiée à la naturalité, c'est très important pour nous, explique [Fabrice Plasson](#), PDG d'Amoéba. Localement, il y a aussi tout un éco-système complémentaire avec l'Inrae notamment. Par ailleurs, ici nous avons également trouvé une dynamique humaine très forte de développement avec un accompagnement de VPA ainsi que de la Région Sud. »

Ambition d'Amoéba : s'imposer comme un acteur majeur du traitement du risque microbiologique dans les secteurs de l'eau, de la protection des plantes et de la santé.

Ecrit par le 21 décembre 2024



De nombreux décideurs de Vaucluse ont participé a cette 3e édition du 'Vaucluse a du talent'. © VPA-Alain Hocquel

Utilisation des fruits locaux déclassés

[Fénix évolution](#), société qui développe un projet industriel de valorisation des fruits locaux déclassés, est ensuite venue présenter son projet.

L'entreprise éco-responsable dirigée par [Samuel Marc](#) investit le site en friche de l'ancienne usine Aptunion à Gargas, pour y fabriquer des ingrédients agricoles et agro-alimentaires (jus, concentrés, sucres, antioxydants, colorants, arômes,) grâce à cette valorisation de ces fruits écartés. Fénix évolution s'est fixée pour objectif d'acheter 20 000 tonnes fruits par an, dont 80% en Paca.

D'une surface de 11 800 m2, le bâtiment industriel sera aussi dédié au développement des biotechnologies de pointe. Cette réindustrialisation représente un investissement de 14M€ en fournissant des ingrédients décarbonés aux filières industrielles agro-alimentaires, nutraceutiques et cosmétiques.

« L'ensemble des collectivités territoriales a travaillé dans l'intérêt général pour faciliter l'implantation de notre école. »

Jean-Claude Walter, président du groupe 3IS éducation

Ecrit par le 21 décembre 2024

Autre témoignage, celui de Jean-Claude Walter, président du groupe 3IS éducation, [qui a annoncé en octobre dernier l'implantation de son 5^e campus](#) dédié aux métiers créatifs sur la zone d'Agroparc à Avignon. L'institut international de l'image et du son viendra ainsi renforcer l'offre de formation et le vivier de compétences du secteur des industries culturelles et créatives (ICC) en région Sud. Le campus de 6 000 m² représente un investissement 15M€ et accueillera progressivement 900 étudiants.

En concurrence avec d'autres territoires comme Montpellier et Aix-Marseille pour s'installer, Jean-Claude Walter a tenu à souligner, « que l'ensemble des collectivités territoriales nous a accompagné main dans la main que ce soit la Ville d'Avignon, le Grand Avignon et le Département : ils ont travaillé dans l'intérêt général pour faciliter l'implantation de l'école. Pour l'avoir vécu dans d'autres cas ailleurs durant ma carrière, cela n'a pas été toujours le cas. »



Régis Mathieu, Dominique Santoni et Pierre Gonzalvez. © VPA-Alain Hocquel

Le Vaucluse joue dans la cour des grands

Enfin, [CGI](#), entreprise canadienne leader mondial du conseil et des services numériques a choisi Avignon pour ouvrir une nouvelle antenne de son Centre d'innovation digitale. Une arrivée motivée notamment par la qualité de vie, l'accessibilité et l'offre de formation en région Sud. CGI, qui compte 91 000 salariés dans le monde (dont près de 15 000 en France réparties dans 25 sites), prévoit d'employer une centaine de salariés dans la cité des papes d'ici 3 ans. Outre VPA, ce projet a été accompagné par

Écrit par le 21 décembre 2024

Business France, [Rising Sud](#) et le Grand Avignon.

« Désormais, le Vaucluse joue dans la cours des grands en captant des projets structurants voulant rejoindre des territoires à taille humaine, a souligné Cathy Fermanian, directrice générale de VPA dont la structure a déjà accompagné 21 projets en 2021.

Des projets, dont plusieurs internationaux (Canada, Etats-Unis, Australie, Italie et [Maroc](#)), qui devrait permettre la création de 480 emplois à 3 ans en Vaucluse.

Agression de maires et d'élus : 'les fantassins de la République' tirent la sonnette d'alarme



Excédés par la multiplication des agressions à leur encontre, les maires de Vaucluse ont décidé de lancer un cri d'alarme. En effet, le nombre de violences verbales et physiques contre les élus a bondi en France de 32% entre 2021 et 2022, et le Vaucluse n'est pas épargné. Plusieurs incidents récents ont engendré un ras-le-bol, que les élus du département n'entendent plus laisser passer.

Écrit par le 21 décembre 2024

Jusqu'à présent on disait que les maires étaient à portée d'engueulade. Ce n'était pas toujours agréable mais, de leur propre aveux, cela faisait partie du 'job'. Aujourd'hui, ces élus de terrains sont désormais de plus en plus à portée de coups et ça ils ne le tolèrent plus. Les récentes menaces de mort à l'encontre du maire de Cairanne ainsi que l'agression d'un des adjoints de Lauris n'ont fait qu'illustrer cette inquiétante tendance générale.

« La situation préoccupante des actes de violence envers nos élus locaux est un sujet d'actualité récurrent, s'alarme Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Malheureusement, le département n'est pas épargné par cette vague de violence envers les élus de la République. Ces faits s'additionnent et s'accroissent. Cela affecte toutes les communes, des petites aux plus grandes. Il n'y a pas de territoire qui soit préservé. »

« Cela affecte toutes les communes, des petites aux plus grandes. Il n'y a pas de territoire qui soit préservé. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

Une tendance de fonds à l'échelle du pays

Face à cette tendance de fonds, encore illustrée ce week-end au niveau national par l'incendie du domicile du maire de L'Haÿ-les-Rose, mais aussi par le dramatique décès du maire de Signes dans le Var en 2019, renversé par la camionnette d'un maçon alors qu'il tentait de s'interposer contre un dépôt d'ordures sauvages, ou lorsque le maire de Saint-Brévin, en Loire-Atlantique, a démissionné suite à l'incendie de ses véhicules et de la façade de son domicile en pleine nuit en mars dernier, l'AMV a donc souhaité réagir contre ces agressions à répétition. Et ce d'autant plus que des élus de Vaucluse viennent eux aussi d'être confrontés à des actes de violences verbales ou physiques qui connaissent une explosion en France.

Leur nombre a ainsi bondi de 32% en 1 an, en passant de 1 720 actes en 2021 à 2 265 en 2022.

« Fils de pute de maire, mes frères gitans et moi, on viendra te pulvériser toi et ton village de mort. »

Menaces proférées contre le maire de Cairanne

Ecrit par le 21 décembre 2024



De gauche à droite : Bernard Le Dily, adjoint en charge de la sécurité publique à Mormoiron, Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes, Roger Rossin, maire de Cairanne, Michel Terrise, maire d'Althen-des-Paluds, Anne-Marie Bardet, maire de Sarrians, Jean-François Lovisolo, député de la 5e circonscription de Vaucluse, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, Thierry Dernis, adjoint à la voirie de Lauris, et André Rousset, maire de Lauris.

Le 8 juin dernier c'est Roger Rossin, maire de Cairanne qui a été menacé de mort. L'élu constate pour la seconde fois un affichage sauvage d'un épaviste sur les panneaux directionnels, les feux tricolores, les candélabres, et le mobilier urbain le long de la route Départementale 8.

« Cela enlève la peinture quand on essaye de les décrocher, constate alors agacé le maire de Cairanne. J'ai donc eu la faiblesse d'appeler le numéro figurant sur l'annonce pour expliquer que ce type d'affichage était soumis à autorisation et que là où il les mettait cela n'était pas possible. Je lui ai demandé de venir les enlever. La personne m'a répondu 'qu'il sent foutait, qu'il faisait ce qu'il voulait et qu'il devait travailler'. »

« Je lui alors précisé que je devrais alors le verbaliser, poursuit Roger Rossin. Il m'a alors répondu 'Fils de pute de maire, mes frères gitans et moi, on viendra te pulvériser toi et ton village de mort'. »

Même si c'est la première fois que cela lui arrive en 10 ans de mandat, le maire de Cairanne n'envisage pas forcément de porter plainte. Ces collègues maires de l'AMV, le sous-préfet de Carpentras et la préfète du Vaucluse l'y incite pourtant.

« Même si j'ai du mal à croire que la plainte débouchera sur une interpellation et une condamnation, j'ai finalement porté plainte, ajoute-t-il. Je n'ai pas peur de ces menaces mais je n'accepte pas le côté irrespectueux de l'institution et la violence gratuite de ces propos. » L'enquête est en cours...

Écrit par le 21 décembre 2024

« Je vais te retrouver et je vais te tuer. »

Menaces proférées contre un des adjoints de Lauris

Le 13 juin dernier, alors que la commune de Lauris est sous les orages, un habitant se retrouve avec 7cm d'eau chez lui. Thierry Dernis, adjoint à la voirie, se rend sur les lieux pour évaluer la situation et voir qu'elles peuvent être les solutions même si ce n'est pas du ressort des compétences de la municipalité.

« Il m'a attrapé par mes vêtements alors que je ne m'y attendais pas, raconte l' élu de Lauris. Il a ensuite voulu me frapper. Les personnes présentes se sont interposées et j'ai réussi à me dégager. Alors que je parlais il m'a dit : 'Je vais te retrouver et je vais te tuer'. »

Thierry Dernis va aussitôt porter plainte. « J'ai été reçu par les gendarmes qui m'ont écouté. Rien que ça, cela fait du bien. Le lendemain la personne a été arrêtée et mise en garde en vue pendant une journée. C'est rassurant de voir que les institutions répondent. »

Une démission collective pour un électrochoc

Dans le même temps, l'adjoint de Lauris reçoit le soutien de toute son équipe municipale. Dans la foulée, André Rousset, le maire, annonce aussi qu'il démissionnera en compagnie de sa majorité. Cette décision devant servir d'électrochoc afin de sensibiliser les pouvoirs publics et les médias contre ce phénomène général de violences croissantes. « Une action choc pour faire prendre conscience de ces dérives », explique André Rousset, maire de Lauris.

Une protestation qui ne sera finalement pas mise à exécution après plusieurs échanges avec les services de la préfecture de Vaucluse.

La parole se libère

La succession de ces incidents a au moins le mérite de pousser les autres élus vauclusiens à sortir de leur silence après avoir trop longtemps accepter ce type d'acte.

« Les langues se délient, reconnaît Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV, et les élus n'hésitent plus à nous faire part de leurs mauvaises expériences en la matière. »

Dans ce cadre, l'AMV recueille les signalements que lui font remonter les élus depuis le terrain. Des signalements de différents niveaux de gravité, qui peuvent aller des insultes jusqu'à des intimidations ainsi que des gestes physiques, et contre lesquels l'AMV se porte systématiquement partie civile.

Gestion des conflits : des formations du GIGN avec l'AMV

Afin de permettre aux élus de Vaucluse de faire face à certaines situations de conflit, l'AMV a organisé des réunions animées par un négociateur de l'antenne du GIGN à Orange. A cette occasion, la gendarmerie nationale explique aux maires et aux élus comment réagir face à une personne agressive et comment tenter de désamorcer une situation de conflit. Une demi-douzaine de réunion a déjà eu lieu avec l'AMV qui va proposer de nouvelles sessions. Par ailleurs, la gendarmerie propose également [des fiches d'informations](#) consultables sur le site referentsurete.fr.

L'AMV dispose d'élus référents contre les violences et les agressions d'élus

Par ailleurs, afin de mieux coordonner son action auprès de ses membres, l'Association des maires de

Ecrit par le 21 décembre 2024

Vaucluse a désigné deux référents : le maire de Sainte-Cécile-les-Vignes et l'adjoint à la sécurité de Mormoiron. Deux élus en charge des violences faites aux élus au sein de l'AMV qui, eux aussi, ont été confrontés aux menaces.

« Au sortir du Covid, j'ai subi une altercation avec des propos homophobes, rappelle [Vincent Faure](#), maire de Sainte-Cécile-les-Vignes. Une affaire classée sans suites même s'il y a eu une écoute des gendarmes et du procureur. »

De son côté Bernard Le Dily, adjoint en charge de la sécurité publique, de la prévention de la délinquance, des écoles, du conseil municipal des jeunes et de la culture à Mormoiron a dû batailler ferme pour que la justice s'en mêle.

« Entre le moment où j'ai déposé plainte, le 25 juin 2022, et le classement sans suite avec un simple rappel à la loi, c'était le 29 novembre. Et encore il a fallu que je voie deux fois le procureur qui nous a dit qu'il avait une échelle de sanction qu'il se devait de respecter. »

En attendant, l'élue de Mormoiron, ancien policier et gendarme, reconnaît alors que l'on peut avoir parfois le sentiment d'être seul, surtout dans les petites communes.

« Dans un village on croise l'agresseur ou sa famille tous les jours. On peut se sentir vulnérable même si fort heureusement on a le soutien de l'AMV. »

Certains s'excusent parfois

Venue soutenir son collègue de Cairanne, Anne-Marie Bardet, maire de Sarrians, a elle aussi connue pareille mésaventure.

« J'ai moi-même été aussi victime de violentes injures le 17 mai dernier, confie l'élue. J'ai informé l'AMV et j'ai porté plainte mais je n'ai pas eu de retour à ce jour. »

Sa 'faute' ? avoir fait une remontrance à une personne qui conduisait trop vite un fourgon sur la place de la mairie, là où jouent des enfants.

« Je n'avais pas voulu témoigner dans la presse à ce moment-là car il y a une fraternité et se sont des gens corrects. Depuis, le monsieur m'a envoyé un message pour s'excuser de son attitude en expliquant qu'il avait tout un tas de raisons personnelles pour expliquer pourquoi il s'était comporté aussi mal : « il exprime son plus profond regret pour son comportement impulsif et irrespectueux à mon égard. Il est conscient d'avoir mal agi. »

Ecrit par le 21 décembre 2024



La gendarmerie propose notamment des fiches conseils de 'déconfliction' à destination des élus afin de disposer de base pour réagir face à une personne agressive.

« Aujourd'hui la parole du maire, ne vaut rien contre un délinquant de la route. »

Michel Terrise, le maire d'Althen-des-Paluds

Des élus qui dérangent parfois les petits trafics

Une litanie sans fin que conclut Michel Terrise, le maire d'Althen-des-Paluds : « J'ai été menacé de mort lors de mon 1^{er} mandat pour une histoire d'urbanisme. Je n'avais pas porté plainte. »

Là, c'est un conducteur qui a mis en danger la vie d'un de ces policiers municipaux en forçant le passage lors d'un simple contrôle où il était présent avec son premier adjoint.

« Nous avons clairement vu le conducteur accélérer et notre policier a dû sauter sur le côté pour l'éviter. Nous avons noté et le numéro et il fallut relancer à plusieurs reprises le procureur pour qu'il y ait des suites. La personne a dit qu'il n'avait pas vu le policier. C'est donc parole contre parole mais aujourd'hui

Écrit par le 21 décembre 2024

la parole du maire, qui est officier de police et assermenté de par sa fonction, ne vaut rien contre un délinquants de la route. »

« L'écharpe tricolore ne fait pas des élus des surhommes. »

Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes

Ne plus rien laisser passer

« Tout cela, ça affecte autant la vie d' élu que la vie personnelle car il y a des impacts directs », regrette pour sa part, Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV qui constate que si certains élus « se sont engagés dans des démarches judiciaires, d'autres peuvent parfois être plus en retrait. »

« Jusqu'alors on rentrait chez soi ou sa mairie et on pensait à autre chose. Mais maintenant, il ne faut plus tourner la page, insiste Vincent Faure. Désormais, il faut tout faire remonter pour savoir ce qui se passe dans nos départements, ce qui se passe en France. Il n'y a pas de petites agressions concernant les élus et plus généralement les citoyens d'ailleurs. Quelle que soit l'agression, elle est intolérable. Il ne faut rien laisser passer. C'est pour cela que je suis fier que l'AMV se porte systématiquement partie civile en étant totalement solidaire avec les élus. Je trouve aussi extrêmement courageux que mes collègues, maires, adjoints ou élus aillent jusqu'au bout de leur démarche de plaintes même si parfois c'est difficile de le faire dans un petit village où tout le monde se connaît. Une solidarité au sein de son propre conseil municipal doit aussi être de mise. Les élus ne sont que des femmes et des hommes. L'écharpe tricolore n'en fait pas des surhommes. »

Le Covid et les réseaux sociaux n'ont rien arrangé

Une situation qui, aux dires des élus, s'est particulièrement aggravée au sortir du Covid.

« Il y a de plus d'incidents de ce type depuis la fin du Covid et la réouverture des 'cages', poursuit le maire de Sainte-Cécile. On constate une agressivité de plus en plus surprenante. Je pense aussi au médecin, aux enseignants, aux forces de l'ordre, aux sapeurs-pompiers, à tous ceux qui sont en contact avec le grand public. »

« Et les réseaux sociaux offrent un univers sans limites à ces excès », complète le président de l'AMV.

« Il faut voir aussi que nous dérangeons les petites trafics ou que nous sommes confronté à des mineurs qui traînent la nuit et que nous ramenons à leurs parents sans que certains de ces derniers n'aient à redire sur le comportement de leurs enfants », indique également, Michel Terrise, le maire d'Althen.

« A cela s'ajoute des problématiques avec des individus qui ont des problèmes psychologiques ou psychiatriques que l'on a identifiés », complète Pierre Gonzalvez. « Nous sommes particulièrement démunis dans ces cas de figure », confesse la maire de Sarrians.

« Nous sommes responsables de tout, y compris pour des problèmes de compétences qui ont été enlevés aux maires. »

Ecrit par le 21 décembre 2024

Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV

« Nous sommes assaillis tous les jours pour des problèmes concernant des compétences qui ont été enlevés aux maires : l'assainissement, la fibre, l'eau, les déclarations d'impôts, la distribution d'électricité, les encombrants, les routes, la vitesse, les vols... Nous sommes responsables de tout », regrette le président de l'AMV.

Ce dernier poursuit cependant « Les gens se rendent tout de même compte de ce que nous faisons. Beaucoup de nos administrés nous disent 'qu'ils ne savent pas comment on fait' et 'comment on supporte ces contraintes'. 'Qu'ils ne voudraient pas être à notre place'. »

Si à ce jour ces agressions ne sont pas encore venues à bout de leur motivation, entre pare-brise casé ou rayure sur la voiture, des élus de Vaucluse reconnaissent que cela commence à entamer leur détermination pour la vocation...

Ainsi, selon l'Association des maires de France, le taux de démission serait actuellement de 15% pour les élus municipaux alors qu'il n'est que de 2,7% dans le secteur privé.

Condamner c'est bien, agir c'est mieux !

« Le problème aujourd'hui c'est que les gens ne sont plus des citoyens mais des consommateurs de services publics », explique Jean-François Lovisolo, ancien co-président de l'AMV désormais député de la 5^e circonscription de Vaucluse. Il peut y avoir les discussions dans la rue, voir des engueulades, mais on est dans le ressort de la 'Pagnolade'. Mais il y a aussi ce qui est de l'ordre de l'inacceptable, comme à Lauris ou Cairanne. »

« Les gens ne sont plus des citoyens mais des consommateurs de services publics. »

Jean-François Lovisolo, député de la 5e circonscription de Vaucluse

« Je veux bien que l'on nous interpelle toute la journée pour des choses où l'on n'a rien à voir, poursuit le parlementaire. On est là pour ça. Mais il ne faut pas oublier que les élus locaux sont les derniers à faire du lien social quand il n'y a plus de services publics sur les territoires. Et ils ne le font pas pour l'argent. Ce n'est pas pour 500€ par mois, qui passent d'ailleurs principalement dans les frais de déplacement qu'ils le font, mais bel et bien pour l'intérêt collectif et rendre service aux gens. Si on perd ces élus-là, il n'y a plus rien derrière. Il faut donc que l'Etat prenne des mesures et des sanctions exemplaires quand un élu local est agressé comme c'est le cas par exemple pour un gendarme. Il faut envoyer un message car c'est bien de condamner mais il faut aussi agir. »

Dans cette optique, Jean-François Lovisolo et Karl Olive, député de la 12^e circonscription des Yvelines, proposent donc une loi relative « au renforcement de la législation visant à protéger les élus municipaux », « ces fantassins de la République, ces chevilles ouvrières du pays, qui sont quotidiennement vilipendés, agressés au point de renoncer à une mission qui leur a été confiée en toute

Ecrit par le 21 décembre 2024

légitimité par leurs concitoyens. »

Les maires des petites communes en première ligne

« Dans les communes, ce phénomène est bien connu des maires et des personnels municipaux, poursuit Jean-François Lovisolo. Les plus petites d'entre elles ne peuvent pas bénéficier d'agents assermentés, ni de services structurés. Ce sont donc souvent les élus qui se retrouvent seuls, face, d'une part, à un nombre grandissant d'infractions (dégradation de biens publics et de mobilier urbain, dépôts sauvages d'ordures...) et, d'autre part, à des agressions, menaces, intimidations, insultes ou injures qui touchent maires, adjoints et conseillers municipaux dans l'exercice ou du fait de leurs fonctions. »

La proposition de loi des deux députés a notamment pour objectif d'aligner les peines suite à des délits contre les conseillers municipaux en charge d'une mission de services publics sur celles prévues pour ces mêmes agissements contre les représentants des forces de l'ordre.

Allongement du délai de prescription pour diffamation et protection fonctionnelle

Le texte prévoit aussi que la durée d'un acte diffamatoire, prescrit tous les 3 mois, puisse être allongée à 12 mois pour les personnes dépositaires de l'autorité publique. Autre souhait : la création d'un « un délit d'atteinte à la vie privée par diffusion d'informations relatives à la vie privée, familiale d'une personne titulaire d'un mandat électif communal permettant de l'identifier ou de la localiser afin de protéger les élus par l'interdiction de la diffusion malveillante de données personnelles, notamment sur un service de communication au public en ligne ».

Il est également demandé « d'étendre la compensation financière par l'État, couvrant les coûts de couverture assurantielle, à toutes les communes de moins de 10 000 habitants. Cette mesure s'appliquerait à la protection fonctionnelle accordée aux conseillers municipaux, afin de soulager ces derniers de cette charge financière ».

« L'Agression est un acte exceptionnelle et doit avoir une réponse exceptionnelle, insiste le député vauclusien, ancien maire de la Tour d'Aigues. Et cette réponse c'est une réponse pénale. »

« Le débat cela empêche de se battre. »

André Rousset, maire de Lauris

Pas de salut sans une réaction collective

« Je pensais que l'humanité évoluait, mais parfois il faut constater que parfois elle régresse, constate avec un brin de fatalisme, André Rousset, le maire de Lauris. Je suis travailleur social de formation initiale. C'est tous ensemble que nous devons agir : les élus, les citoyens, la République. Cela passe par tout le monde, les papas et les mamans aussi, les députés, la préfète, les journalistes. Il faut saisir les enjeux de tout cela et qu'on essaye de le freiner. Si on ne le fait pas ensemble, nous n'y arriveront pas. Il faut mettre de l'humain dans ce qui nous uni car aujourd'hui on perd de l'humain. Il faut comprendre que le débat cela empêche de se battre. »

Écrit par le 21 décembre 2024

Laurent Garcia

La réponse des services de l'Etat

Conscient d'une situation de plus en plus tendue, Violaine Démaret, préfète de Vaucluse, a tenu à rappeler que Dominique Faure, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la ruralité a annoncé la création d'un centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus.

Ce dernier pilotera le déploiement d'un pack sécurité comprenant :

- la création d'un réseau de plus de 3 400 référents « atteintes aux élus » dans toutes les brigades de gendarmerie et les commissariats, offrant un point de contact privilégié aux élus pour parler des menaces ou des violences dont ils font l'objet,
- le renforcement du dispositif 'Alarme élu', qui permet aux élus qui se sentent menacés d'alerter leur commissariat ou leur gendarmerie pour être secourus rapidement en cas d'appel au 17, et bénéficier d'une vigilance renforcée de la part des forces de l'ordre,
- le rappel aux préfets du principe 'une menace = une évaluation', pour que ces derniers puissent décider de mesures éventuelles de protection.

Ces mesures permettront d'amplifier la démarche « d'aller-vers » des forces de l'ordre, afin de faciliter le dépôt de plainte des élus locaux quand ils le souhaitent et où ils le souhaitent.

Recyclage : les maires de Vaucluse et l'opérateur Orange lancent la collecte des mobiles usagers

Écrit par le 21 décembre 2024



L'Association des maires de Vaucluse (AMV84) et Orange coopèrent pour promouvoir le recyclage des mobiles. Une démarche essentielle quant au souhait exprimé par l'opérateur de téléphonie : atteindre la neutralité zéro carbone d'ici 2040.

L'AMV et Orange renforcent leur collaboration en vue de promouvoir le recyclage des mobiles. L'opérateur met l'accent sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE), située au cœur de leur modèle commercial, en organisant des ateliers qui répondent au besoin d'accompagnement des plus en difficulté sur le sujet.

De son côté, l'AMV appelle ses membres et leurs adhérents à se sensibiliser sur les enjeux du recyclage des mobiles, l'objectif étant d'augmenter le nombre de collecteurs de recyclage de mobiles dans les communes.

2 tiers des téléphones portables non-utilisés ne sont pas collectés

L'opérateur orange avait déjà la volonté d'atteindre une neutralité zéro carbone en 2040. Pour ce faire, il

Ecrit par le 21 décembre 2024

préconise par exemple de prioriser la 5G, qui consomment moins que la 4G, ou la fibre. La majorité des communes du Vaucluse étaient déjà, elles aussi, engagées dans les économies d'énergie avec une volonté de baisse des températures, une réglementation autour des éclairages publics, etc... Mais c'est une nouvelle démarche collective qui voit le jour, désireuse de voir naître de nouvelles synergies.

« On espère que toutes les communes de Vaucluse vont s'inscrire dans cette démarche. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV84

Une sensibilisation qui n'est pas hors de propos puisque deux tiers des téléphones portables non-utilisés ne sont pas collectés et dorment dans les placards. Du reste, l'opérateur estime que l'on dénombre environ 6 à 7 terminaux (téléphones et box) dans chaque famille. Des chiffres alarmants lorsque l'on sait que les batteries au lithium contenues dans ces appareils sont inflammables au contact de l'air. Qui plus est, les terminaux sont le premier poste émetteur de CO2 et représentent 80% de l'impact carbone numérique dans le monde.

Les points fondamentaux du programme

Depuis 2020, Orange a lancé son [programme RE](#). L'opérateur cherche à attirer l'attention des consommateurs sur l'impact environnemental de leurs smartphones pour qu'ils soient en mesure de répondre de façon pertinente aux préoccupations environnementales de la société. Quatre piliers, évoqués par [Lionel Chambenoit](#), nouveau directeur des relations avec les collectivités locales du Vaucluse chez Orange, sont nécessaires face à l'enjeu de la seconde vie des mobiles. En effet, le recyclage, la reprise, le reconditionné et la réparation favorisent tous une économie circulaire.

Le point central de ce nouveau dispositif est également d'implanter au maximum dans les communes un ou plusieurs collecteurs de recyclage. Notons que les accessoires comme les chargeurs ou les écouteurs peuvent aussi être collectés. Les communes qui participent se voient acquérir une ou plusieurs boîtes ainsi qu'un espace en ligne orange dédié à ce recyclage. Une fois le collecteur rempli, la commune doit le signaler sur son espace dédié pour qu'un transporteur puisse venir récupérer les terminaux.

Dès lors, l'intérêt de cette collecte est double : une protection de l'environnement et une baisse de la pollution accrue, ainsi que la possibilité de réemployer les matériaux rares des téléphones portables recyclés. Par la même occasion, le recyclage mobile contribue au développement économique et social du territoire. En effet, l'opérateur fait appel à l'entreprise d'insertion [l'Atelier du bocage](#), membre d'Emmaüs.

32 communes vauclusiennes participent déjà à l'opération

Il est important de noter que cette entreprise récupère tous les téléphones recyclés, mais qu'elle ne leur réserve pas forcément le même sort. Les téléphones en bon état sont réutilisés dans leur intégralité, reconditionnés et remis à la vente. L'intégralité des bénéfices sont reversés à [Emmaüs International](#) et les téléphones sont généralement redistribués en Afrique, ce qui contribue à équiper le continent face à un pouvoir d'achat qui n'est pas le même qu'en France. En revanche, les téléphones trop abîmés ou d'une

Ecrit par le 21 décembre 2024

ancienne génération seront seulement exploités pour leurs pièces : plastique recyclé, métaux rares des batteries ou des circuits intégrés... Ils seront triés et récupérés pour être ensuite insérés dans de nouveaux appareils électroniques.

Pour les plus curieux, les smartphones sont bel et bien démontés et leurs pièces réutilisées, mais aucune donnée n'est collectée et les téléphones recyclés sont entièrement vidés.

Les chiffres clés

Depuis 2010, Orange a collecté 16 millions de mobiles laissés à l'abandon, dont 9 millions en France, dans plus de 2 500 points de collecte (boutiques orange, collectivités territoriales, écoles...). De plus, chaque année le parc de mobile est renouvelé à hauteur de 30% (soit 20 millions).

À ce jour, 32 communes vauclusiennes* participent à l'opération de collecte mobile. Dans le département du Vaucluse, environ 40 à 50 mobiles sont collectés chaque mois dans les boîtes prévues à cet effet. Dans le cadre de ce recyclage des mobiles, 25 000 téléphones collectés équivalent à la création d'un emploi d'insertion aux ateliers du bocage.

Justine Guey

**Le Thor, Cheval Blanc, L'Isle-sur-la-Sorgue, Vaugines, Lacoste, Joucas, Saint-Christol, Saumane-de-Vaucluse, Mondragon, Gordes, Saint-Pantaléon, Châteauneuf-de-Gadagne, Caumont-sur-Durance, Saint-Trinit, Roaix, Althen-des-Paluds, Sérignan-du-Comtat, Sivergues, Mérindol, Uchaux, Murs, Bédoin, Beaumont-du-Ventoux, Gigondas, Brantes, Bonnieux, Blauvac, Beaucet, Beaumont-de-Pertuis, Beaumettes, Pernes-les-Fontaines et Ansouis.*